Union syndicale Solidaires

31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris
contact@solidaires.org

Paris, le 26/08/2019

Nouvelles attaques contre la démocratie en Turquie.

Une nouvelle fois, le gouvernement AKP-MHP en Turquie, mené par RT Erdogan, piétine la démocratie quand les résultats des élections ne lui conviennent pas.
Suite à la tentative de coup d'état de 2016, 96 maires membres du HDP, parti démocratique des peuples, fer de lance de la contestation politique progressiste en Turquie et au Kurdistan Nord, avaient été destitué.e.s de leurs fonctions et remplacé.e.s par des administrateurs civils nommés par l'Etat. Suite aux élections municipales de 2019, le HDP avait pu regagner dans les urnes un certain nombre de grandes villes. Mais dès le lendemain des élections, les préfets des régions kurdes ont demandé la destitution des maires. Le 19 août 2019, ce sont donc les co-maires de Diyarbakir, Van et Mardin qui se sont vu.e.s limogé.e.s et placé.e.s en garde à vue. Dans la foulée, plus de 400 personnes ont été arrêté.e.s. Le discours de l'Etat vise en particulier le système de co-présidence femme-homme qui est une des bases du programme politique du HDP.
De nombreuses manifestations de soutiens ont lieu chaque jour, à chaque fois violemment réprimées.

L'Union Syndicale Solidaires soutient toutes les forces progressistes kurdes et turques qui luttent actuellement pour le respect de la démocratie en Turquie et au Kurdistan Nord. Nous soutenons en particulier les employé.e.s des mairies syndiqué.e.s au sein de Tüm Bel-Sen, membre de la confédération syndicale progressiste KESK, qui sont en première ligne face à la répression subie par les mairies kurdes.
Alors qu'une fois de plus les droits démocratiques les plus élémentaires sont bafoués de manière flagrante par le gouvernement turc, nous dénonçons le fait que l'Etat français couvre les dérives fascisantes de l'AKP au pouvoir, notamment en refusant de cesser tout lien avec ce gouvernement.